



***Les crises en Sierra Leone
1967-2002***

Une analyse selon la démarche de Brecher

***Mémoire de géopolitique
du commandant Alastair VEITCH
dans le cadre du séminaire « Penser les crises »***

Directeur : M. Jean-Paul JOUBERT

Mars 2003

Les crises en Sierra Leone

1967-2002

Une analyse selon la démarche de Brecher

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES ELEMENTS DE BASE

Aspects géographiques et politiques de la Sierra Leone

Chronologie des évènements de “mini-crise” depuis son indépendance

Les intervenants

DEUXIÈME PARTIE: ANALYSE SELON LA DEMARCHE DE BRECHER

Introduction de la méthode

Les définitions

1. INTRODUCTION

Une crise – de quoi s’agit-il ?

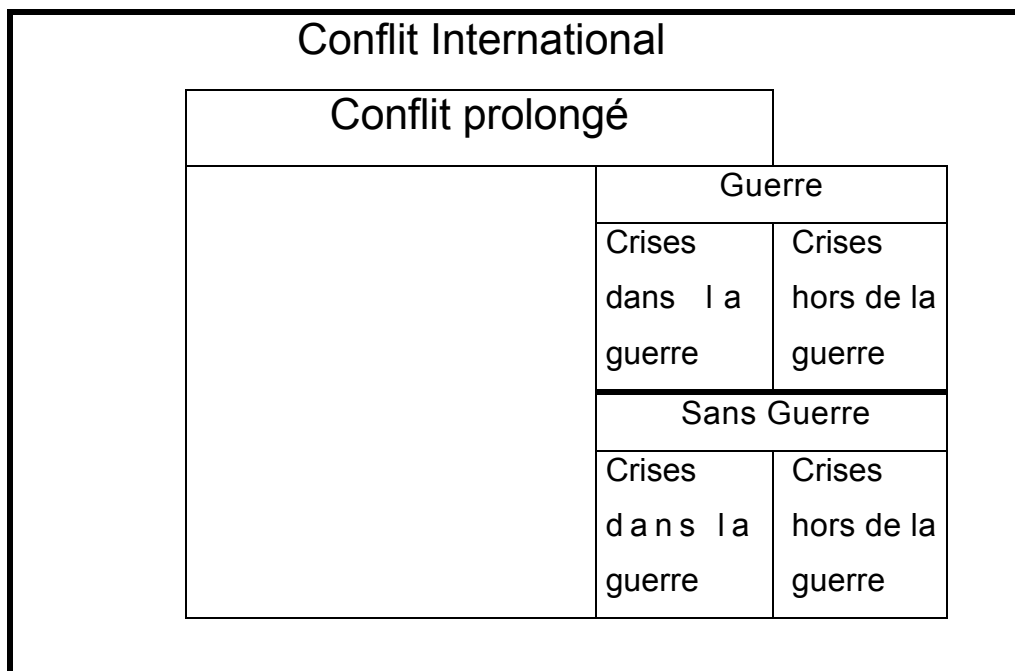
Selon la définition de Brecher et Wilkenfeld¹ une crise est une situation pour un Etat dans laquelle il faut trouver trois conditions nécessaires et suffisantes sortant d’un changement dans l’environnement interne ou externe de l’Etat. Toutes les trois conditions sont les perceptions des preneurs des décisions au plus haut niveau de l’Etat concerné : une menace à une ou plusieurs valeurs de base ; une compréhension du délai nécessaire de répondre et une compréhension de la possibilité d’une croissance des hostilités militaires.

« Une crise peut s’éclater, s’entêter, et se terminer sans violence, sans aucune guerre. Des perceptions de la nuisance et la stress n’ont pas besoin d’une guerre et ils ne disparaissent pas lors d’une guerre. Plutôt, la possibilité d’une guerre à aucun point de l’évolution d’une crise, intensifie l’interaction disruptive, en même temps que la nuisance et la stress perçue. »²

Les relations entre une crise et une guerre ont été proposées par Brecher et Wilkenfeld comme ci-dessous :

¹ BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michigan 2000, p.3,

² ibid p.6



Suite à l'indépendance donnée de par la Grande Bretagne en 1961 et après 150 ans de législation britannique, la Sierra Leone a connu une série des troubles internes. Ce petit pays de 4,6 millions d'habitants situé sur le Golfe de Guinée, profitant enfin d'une période de paix, a vu une dizaine de crises au sein de ses frontières : entre son indépendance et 1991, il a connu trois crises (coups d'état ou tentatives) et entre 1991 et 2002, lors de sa guerre civile il en a connu quatre. En janvier 2002, après l'entente officielle sur un désarmement supervisé par les Nations Unies, le gouvernement de Sierra Leone annonça que la guerre qui faisait rage depuis une décennie dans le pays était terminée. Une force de maintien de la paix des Nations Unies de 17 000 hommes patrouillait le pays. Le National Committee for Disarmament, Demobilisation and Reintegration (NCDDR) a affirmé qu'au total, 45 844 ex-combattants – 27 490 chez le Revolutionary United Front (RUF) avaient été désarmés. Suite aux élections en mai 2002, Ahmad Tejan Kabbah, qui a été élu le premier président en 1996 du pays ravagé par la guerre, et qui a permis à Sierra Leone de traverser un processus de paix traumatisant, a été réélu pour un mandat de cinq ans par une majorité écrasante.

Le conflit sierra-leonais s'est caractérisé partout par l'émergence d'une multitude d'acteurs armés qui participent, dans un camp ou un autre, ou pour leur propre

compte, à une déferlante de violence. Lié à cette multitude d'acteurs, il y a nombre de crises illustrées par la synthèse ci-dessous :

« Mini-crisis » en Sierra Leone depuis son indépendance

- 1967 Coup d'état de Général Lansana et contre coup d'état par des militaires.
- 1968 Coup d'état « Rebellion des Sergents ».
- 1971 Tentative coup d'état.
- 1992 Coup d'état de Valentine Strasser
- 1996 Coup d'état pacifique du Général Bio.
- 1997 Coup d'état du Major Koroma.
- 1998 Koroma renversé par les forces nigériennes.
- 2002 La fin de la guerre civile

2. BUT

Le but de ce mémoire géopolitique est d'analyser chaque « mini-crise » identifié en Sierra Leone depuis 1967, en utilisant le modèle d'une crise proposé par Michael Brecher et Johnathan Wilkenfeld³.

³ BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michigan 2000

3. ASPECTS GÉOGRAPHIQUES DE LA SIERRA LEONE



La Sierra Leone se trouve sur la côté nord-ouest de l'Afrique, au sud de la Guinée et au nord du Libéria. La Sierra Leone occupe 71,740 km carrés (la France a 550 000 km carrés) dont 25% est dévoué au territoire arable, 2% aux plantations, 31% aux prés, 29% aux forêts et 13% aux zones urbanisés ou désert⁴.

Le pays est né comme une conglomération de « chiefdoms », en employant un système de réglementation individuelle à son propre territoire.

⁴ Les chiffres du Département d'Etat américain.

Comme c'était le cas chez plusieurs voisins africains, la Sierra Leone était colonisée par les Portugais, qui ont nommé le pays Sierra Lyoa (la montagne du lion) qui a peu à peu évolué vers son nom actuel. La région était une source d'esclaves importante pour l'Europe jusqu'au 18ème siècle. Mais, en 1787, la ville principale actuelle, Freetown, fût établi comme un endroit adéquat pour les esclaves libérés en Grande-Bretagne et aux Antilles britanniques après l'interdiction de l'esclavage. En 1808 la Sierra Leone est devenue une colonie britannique.

Sa population compte à 5,232,600 habitants dont 3 tribus principales :

30% Temné au Nord

30% Mende au Sud et à l'Ouest

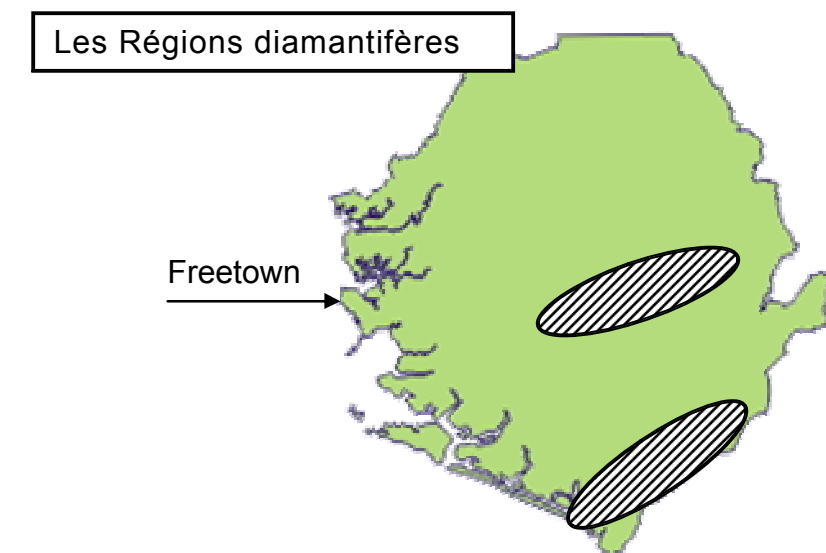
1% Créole, les descendants des anciens esclaves qui ont colonisé la côte au 19ème siècle et qui se trouve principalement à l'Ouest et à Freetown. Il existe en plus les tribus suivantes :

Limba, Kuranko, Susu, Yalunka et Loko au Nord

Kono et Kissi à l'Est

Shebro à sud-ouest.

Freetown a une population de 297,000 habitants.



L'économie est basée sur l'extraction des diamants qui se trouvent dans les régions indiquées ci-dessus, et également du fer, de la bauxite, du rutile, formant autour de

30% du PIB. L'agriculture concerne principalement la production de café, coco, palmiers maintenant un niveau de vie minimum. Le PIB du pays est de \$640 millions.

4. ASPECTS POLITIQUES DE LA SIERRA LEONE

Pendant son enfance, la Sierra Leone a adopté un système occidental de non-alignement. Elle a établi des liens économiques avec quelques pays, y compris des pays communistes. Ses forces militaires étaient petites et n'avaient pour but que la sécurité interne. La formation avait lieu en Grande-Bretagne ou au Liberia.

Une nouvelle constitution de celles-ci a été proposée en 1951, mettant en évidence un dispositif pour la décolonisation du pays. 10 ans plus tard, la Sierra Leone est devenue un pays indépendant, et membre du Commonwealth britannique. En 1971, suite à une tentative de coup d'état, le pays fût déclaré comme république par son nouveau chef d'Etat, Président Dr Siaka P Stevens.

Les parties nationalistes qui devirent les partis au pouvoir, étaient par essence des rassemblements disparates d'élites accompagnées de leurs fidèles respectifs. Cette hétérogénéité a provoqué des clivages au sein des équipes dirigeantes et ils ont eu des origines diverses : différences idéologiques ; ethniques ; conflits de personnes. Les élites rivalisent avant tout pour conquérir et conserver une position de puissance et d'influence dans le gouvernement et le parti.⁵

En 1978, le gouvernement a établi un système politique d'un seul parti. Dr Siaka P Stevens fût élu comme le premier Président Exécutif selon la nouvelle constitution et son gouvernement a compris des membres du Parti de All-People's Congress (APC).

Le pays a connu certaines difficultés à cause du coût de l'énergie et une production agricole beaucoup plus faible que prévu. En août 1981, le gouvernement a déclaré un état d'urgence pour aboutir à une grève générale causée par le manque d'alimentation et l'augmentation des prix. Des manifestations lancées par les

⁵ TANGRI R.« Servir ou se servir – à propos du Sierra Leone »

étudiants à Freetown en 1984 ont conduit à la mort de 3 étudiants et à la fermeture des lycées pour permettre l'intervention de la police.

En 1986, suite à l'annonce de Stevens de prendre sa retraite, le chef des forces militaires, le Maj-Général Momoh fût élu comme Président.

En mars 1987, les douanes françaises ont découvert des armes clandestines, cachées à bord d'un bateau panamien en route vers la Sierra Leone. On a dit que cette livraison devrait servir à soutenir des actions contre le gouvernement de Momoh. Deux membres du gouvernement ainsi que le chef de la police furent arrêtés avec 17 autres pour avoir été mêlés à l'achat d'armes et mis à mort pour trahison.

En 1988, après le mort de Stevens, Momoh a lutté pour rester maître de son pays. La crise économique a continué et Momoh ne pût pas aboutir à un accord avec l'International Monetary Fund (IMF) pour obtenir des soutiens financiers.

En 1990, des problèmes économiques causèrent un retard du paiement des salaires des enseignants. Les étudiants ont manifesté. Les émeutes successives se sont soldées par 4 morts.

Pendant cette époque, il y avait une guerre civile sanglante au Liberia, son voisin. Le long de la frontière, il y avait des combats entre les rebelles libériens et l'armée libérienne. Selon des sources sierra léonaises, le chef des rebelles, Charles Taylor pillait des villages entiers.

Entre 1992 et 2002, il y eu une guerre civile, décrite en détail ci après.

Les forces militaires de Sierra Leone étaient, avant l'intervention de l'ONU en 2000 très faible : une armée de terre de 3000 effectifs réguliers ; une marine de 140 effectifs et 4 bateaux ; et une armée de l'air consistant à 24 effectifs pour leurs 2 hélicoptères.

5. CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DE « MINI CRISE » DEPUIS INDEPENDANCE

5.1 1961

27 avril , l'indépendance de la Sierra Leone accordée par la Grande Bretagne est suivi d'élections. Siaka Stevens avait exploité des divisions ethniques dans la SLPP pour créer l'APC. Stevens est Limba, du nord du pays, qui a attiré un sentiment anti-Mende et le mécontentement des jeunes chômeurs.

5.2 1967

En mars, eut lieu une élection générale et qui fût un moment essentiel dans l'histoire politique de la Sierra Leone. L'opposition, All People Congress (APC), mené par Stevens, a fournit le capital politique des propositions de Margai concernant la création d'un Etat unipartite et d'une constitution républicaine à la veille des élections. Ce processus électoral mal géré provoqua un désaccord. Des résultats peu concluants qui donnent à l'APC 32 sièges, le SLPP 28 et 6 candidats indépendants, forçant le gouverneur général à déclarer que Siaka Stevens constituait un gouvernement nouveau, au détriment de la SLPP.

Cet enchaînement de crises poussa Général David Lansana, commandant de l'armée et un Mende, à intervenir. Ce dernier donna l'ordre d'appréhender le Gouverneur Générale et Stevens car le nouveau gouvernement ne pouvait pas se constituer avant l'annonce des résultats définitifs des élections. Lansana voulait conserver la suprématie Mende dans le gouvernement. Il avait vu des changements non désirés dans le pays depuis la fin du gouvernement de son beau-frère Margai,. Son but réel était de remettre Margai au pouvoir.

Trois jours plus tard, il est renversé par des militaires : de jeunes officiers arrêterent Lansana, établissant le Conseil National de Réformation (NRC) géré d'abord par Colonel Ambrose Genda, et trois jours plus tard par le Colonel Juxon-Smith, un non Mende Créole de Freetown. Cette période de « chaises musicales » politique est le résultat d'une lutte interne entre Genda et Juxon-Smith. Les jeunes officiers, dans

les premières heures du coup d'état, essayant de trouver un chef militaire, avaient contacté Colonel Genda qui était aux Etats Unis. Genda était l'officier le plus gradé après Lansana et Colonel Bangura (en prison à l'époque). Son ancienneté et ses origines du sud du pays étaient des atouts importants.⁶Genda est rentré le lendemain dans le même avion que le Major (à l'époque) Juxon-Smith à qui il a confié le but de son trajet et qu'il voulait créer un gouvernement civil le plus tôt que possible. Pendant leur ravitaillement à Lanzarote, Juxon-Smith avait téléphoné à ses camarades en Sierra-Leone, pour obtenir leur soutien pour son leadership de la NRC et leur opposition à une démocratie menée par Genda.

5.3 1968

En avril. « Rébellion des sergents » du Mouvement Révolutionnaire Anti-Corruption. Le régime militaire fut renversé par un petit groupe d'adjudants et de sous-officiers agissant au nom des hommes de troupe, qui rétablit le régime civil de Stevens. Des conflits éclatent dans les provinces et l'état d'urgence est alors déclaré.

5.4 1971

Le gouvernement survécu un coup d'état militaire. En essayant de consolider le pouvoir, Stevens proclama la création d'une république dont il se nomma président exécutif. Stevens construit son pouvoir en profitant du soutien provenant de son contrôle de la région diamantifère de Kono (les forces paramilitaires déployées dans la région lui étaient fidèles). Ces forces ont mis en vigueur la répression politique à travers le pays. Il purgea l'Armée de ses officiers supérieurs de la Mende, les remplaçant des gens fidèles du Nord, et établissant une unité de sécurité interne, une force paramilitaire, connu comme la Division Spéciale de Sécurité.

5.5 1985

⁶ Civil-Military Relations in Sierra Leone, »The National Reform Council Assumes Office », 1976, p. 140.

En dépit de ses richesses naturelles, les diamants, la bauxite et le rutile le pays fût détruit dans les années 80 lors des difficultés économiques très graves. Il eut un épuisement des gisements des mines en Kono, dans la région au nord-est. Le développement des mines nouvelles, notamment à Tongo, Kenema et Zimmi sur la frontière libérienne, où le SLPP était la partie politique favorisée conduit à l'érosion du pouvoir de Stevens. L'augmentation de la dette étrangère, un taux d'inflation élevé, un déficit budgétaire énorme, et la dévaluation fréquente de la monnaie aboutirent aux manques chroniques de carburant, approvisionnement de l'électricité et aliments principaux. Il eut une croissance du chômage des jeunes et une désillusion générale de la situation économique politique incitant un grandissant, en particulier des étudiants et des syndicats. Stevens et son gouvernement furent accusés de la corruption.

Après l'agression de la garde « prétorienne » par des unités de l'armée de terre, Stevens décida que sa position en tant que président était menacée. Il pris sa retraite en soutenant Général Momoh, chef des armées, comme son successeur.

Sous la direction de Momoh, les problèmes économiques empirèrent. Freetown n'avait plus d'électricité, ni de riz, un commerce extérieur disparut et il était impossible de payer les salaires des fonctionnaires.

Au Libéria, voisin, il éclatèrent des luttes entre factions ethniques. Le chef de la faction victorieuse, Charles Taylor, chef du Front National Patriotique libérien (NPFL) décrit ses plans pour attaquer la Sierra Leone parce que le pays avait fourni une base militaire pour la force d'interposition de l'Afrique occidentale (Economic Community Monitoring Group, ECOMOG) de quel pour contrecarrer sa victoire sur Doe dans la guerre civile libérienne. L'appui du Taylor et du Campaore donc prolongés à Sankoh quand il a lancé sa rébellion contre le régime de APC en Sierra Leone. Dans les mois initiaux de l'attaque du Front Révolutionnaire Uni (RUF) ainsi nommé par leurs membres, le mouvement rebelle commandait la majeure partie de la zone de Kailahun en Sierra Leone orientale. Elle rencontra peu de résistance des forces de la SLA, qui étaient mal formées, faibles et sous-payés. La réponse du gouvernement de Momoh fût d'augmenter les effectifs de l'armée en recrutant des toxicomanes, des voleurs, des chômeurs, des jeunes voyous, des personnes issues

de milieux ruraux et urbains sans but ni motivation. Momoh a également employé les militaires de la coalition nouvellement formée d'anti-Taylor en Sierra Leone connue comme le Mouvement Libérien Uni (ULIMO).

5.5 1991

23 Mars des dissidents sierra léonais et des guérilleros du NPLF attaquèrent les villes de Bomaru et Senga près de la frontière du Libéria, tuant deux militaires et onze civiles comme représailles du soutien de Momoh aux forces de paix (de l'Afrique occidentale au Libéria).

27 Mars 100 membres du RUF capturèrent la ville de Buedoont

28 Mars. Le RUF attaque Duedo's Custom Post.

29 Mars. Le RUF attaque Koindu.

31 Mars. La reprise de Koindu par l'armée sierra-leonaise. Un tiers des régions se trouvent sous le contrôle du RUF, mais le soulèvement a été réprimé avec l'aide militaire de Guinée et du Nigéria. Cependant, la rébellion du RUF a continué.

5.6 1992

29 avril.

Coup d'Etat. Un pays sur le point d'effondrer économique, une révolte par un groupe de jeunes officiers, conduite par le capitaine Valentine Strasser en raison de salaires insuffisants s'est transformée en coup d'état. Momoh, ayant reçu de leur part une demande d'augmentation de salaires, fût convaincu qu'il serait renversé et, craignant pour sa vie fuit de son bureau. Strasser et son groupe, stupéfaits par sa réponse, occupèrent le bureau présidentiel et puis la station radio. A l'époque Strasser avait 26 ans et était le chef d'Etat le plus jeune du monde. Il annonça la création du Conseil Réglementaire National Provisoire (NPRC) en promettant de faire baisser le taux d'inflation, réduire la violence des villes pour que le pays puisse bénéficier de prêts internationaux et cesser la guerre. Strasser a réussi à presque toutes les promesses sauf la guerre.

Cependant, le désordre s'installe dans les régions diamantifères et des unités de l'armée se déploient à Kono, et ils pillent des diamants à grande échelle. Incapable de maîtriser ses forces armées, Strasser a perdu l'initiative au RUF pourtant bien motivé idéologiquement. La guerre civile s'intensifia.

Mais le but du gouvernement de Strasser était de vaincre les rebelles.

Août 1992, l'armée de terre avait regagnait son moral en résolvant ses problèmes logistiques et administratifs, et avec le soutien des forces nigériennes et guinéennes et l'achat de matériel militaire russe⁷, elle recommença à gagner du territoire perdu.

5.7 1994

En décembre, les forces du gouvernement tirèrent sur des membres de la défense civile à Bo, qui étaient en train de repousser une attaque de rebelles à laquelle participaient activement des membres de l'armée du gouvernement.

5.8 1995.

Au début de l'année, le RUF se trouvait à 30km de Freetown. Même avec le soutien de forces terrestres et aériennes nigériennes, cela n'a pas suffi au gouvernement de Sierra Leone pour repousser les assaillants. Strasser a embauché des mercenaires sud africains de l'entreprise « Executive Outcomes » pour reprendre le contrôle de la région autour de Freetown ainsi que les régions diamantifères.

5.9 1996

16 janvier. Coup d'Etat sans effusion de sang, soutenu par le palais. Arrivée au pouvoir du général Julius Maada Bio, député de Strasser, qui annonce la poursuite du processus démocratique. Celui-ci a revendiqué le fait que Strasser soit revenu sur sa promesse d'élections justes. Ces critiques sous entendent que ses problèmes

⁷Africa Confidential, Vol 34 no16, "Sierra Leone : the military prepares to go, again".

étaient dus à une clause du programme de transition qui interdisait au président d'être âgé de plus de 45 ans.: ceci aurait exclu Strasser et la plupart de son cercle⁸. En plus, ceux qui le critiquaient crurent qu'il voulait continuer la guerre contre les rebelles comme excuse de retarder le transfert de pouvoir militaire parce que c'était son but de vaincre les rebelles avant d'abandonner son pouvoir.

Les élections ont commencé le 15 mars 1996, les premières élections multi-latérales depuis 30 ans suivit d'emblée par un cessez-le-feu. Ahmed Tejan Kabbah de la Sierra Leone People's Party (SLPP) (basé sur la tribu Mende) était élu comme président.

17 mars, un cessez-le feu du RUF.

23 avril, Kabbah et Sankoh signent un accord de paix, négocié par l'ONG « International Alert », mais ne peuvent pas trouver une solution au problème de désarmement des rebelles et de la retraite des mercenaires d'Executive Outcomes. Le RUF n'était pas content de perdre ses moyens de combat. En dépit du besoin de concessions des deux parties pour le résoudre, c'était les rebelles qui ont du modifier leur position. Ceci a recréé un soupçon important et après une période de navettes diplomatiques, les négociations aboutissent en août : les rebelles ont accepté une période de désarmement. Les chefs des factions promettent de désarmer 60 000 combattants avant la fin de janvier 1997 afin de préparer le terrain politique pour des élections en mai suivant.

Les centaines de milliers de personnes comptaient sur le gouvernement pour mettre fin à la misère de la guerre, l'inflation, le chômage et la pauvreté furent désavoués. Ce fut pire lorsque Kabbah augmenta le prix des carburants de 28%⁹. En même temps, le Président s'e rendit de plus en plus impopulaire auprès des militaires en annonçant la réduction de l'armée et sa réforme ainsi que la publication du coût exorbitant que les mercenaires sud africains lui avaient coûté.

⁸ Africa Confidential, "Sierra Leone, the Threat from the East", Vol 35, No7.

⁹ SHAWCROSS William « Deliver Us From Evil, Warlords and Peacekeepers in a World of Conflict », Bloomsbury.

Septembre. Pendant une période de haute tension, le porte-parole de l'armée de terre accusa un membre de la défense civile d'avoir tué un officier de l'armée de terre à Kenema. Le Programme pour la Nourriture Mondiale (WFP) annonça alors qu'il supprimerait les convois d'aide humanitaire à l'est et au sud du pays en raison des embuscades sur leurs convois. L'intervention du gouvernement fût soupçonnée d'utiliser la faim comme arme pour dissuader l'organisation des élections.

5.10 1997

22 janvier. Le gouvernement et les rebelles ont échoué dans la définition des termes de l'accord et des différents sont apparus des deux cotés, à cause de la quantification du potentiel de la violence. Le RUF accusa le gouvernement de négligence des clauses de l'accord de paix.

25 mars. Une faction du RUF attaqua et pilla des villages. Sankoh perdu le contrôle du RUF.

25 mai. En dénonçant¹⁰ « la polarisation du pays entre les factions régionales et ethniques » l'appauvrissement de l'armée, et les privilèges des Kamajors par rapport aux militaires, un groupe de jeunes officiers, mené par Major Johnny Paul Koromah réussirent un coup d'état réussit. Le président Kabbah fuit vers la Guinée et Koromah se déclara chef de la junte militaire Armed Forces Revolutionary Council (AFRC). Ce fût le coup d'état le plus sanglant et destructeur dans l'histoire du pays.

Koromah avait persuadé des membres des Armées sierra-léonaises, le RUF et le Mouvement de Libération Unie (Ulimo-J) du Libéria de faire partie de ses forces.¹¹ A la suite d'un raid par ses milices sur la prison dans laquelle il était détenu, Koromah s'échappa avec 600 autres, et à leur tête saisit le palais, le jour précédent l'ouverture de son procès pour trahison.

Après l'évacuation des ressortissants par les forces américaines et françaises, Koromah demanda à la RUF de se réunir pour créer une alliance permanente. Cela

¹⁰ Africa Confidential « Koroma's Coup », , 6 Jun 1997.

¹¹ ibid

fût fait mais la fossé continua de se creuser entre Koromah, le RUF et la peuple. Ils étaient menacés par les forces nigériennes qui ont lancé une attaque sans succès et par les Kamajors, les chefs tribaux de l'intérieur.

7 novembre. Une agression brutale par des Kamajors contre la ville de Sembehun. Ils ont pillé la ville et ils ont attaqué les civiles.

13 décembre. Une frappe aérienne par les forces d'ECOMOG sur le village de Benduma à cause des dénonciateurs d'AFRC du village. Le Général Malu, chef d'ECOMOG expliqua¹² qu'ils s'étaient préparés à continuer de telles missions comme représailles contre les frappes des bases des Kamajors, mais sans évoquer les atrocités commis par les Kamajors après cinq mois de formation intensive au Nigéria.

Le régime d'AFRC a manqué d'appui interne et n'a pas été internationalement reconnu. Le gouvernement d'AFRC-RUF s'est caractérisée par la négligence totale de la loi et la destruction de l'économie. Les bureaux du gouvernement, les écoles, les banques et les services commerciaux ont cessé de fonctionner. Ceux qui se sont opposés à la junte ont été torturés, assassinés ou violés, et les bâtiments du gouvernement, les bureaux humanitaires de soulagement et les maisons ont été rasées ou pillées.

5.11 1998

En dépit de leur déplacement de puissance, l'opposition violente d'AFRC et du RUF a continué, avec une attaque en janvier 1999 sur Freetown annonçant une période de chaos et d'anarchie. Des bâtiments principaux du gouvernement et les maisons privées ont été rasées; des étudiants, les journalistes, les ministres de gouvernement et les fonctionnaires ont été torturés et tués. Plus de 8000 personnes sont mort en deux semaines de combat intense.¹³

¹² AFRC Press Release le 13 décembre 1997

¹³ West Africa 26 mars – 1 avril 2001 « Sierra Leone- 10 years of war

février. Bataille de Freetown. Les forces de l'ECOWAS attaquent Freetown en soutenant les forces Kamajors, renversant le gouvernement militaire du Koromah permettant le retour au pouvoir du Président Kabbah le 10 mars 1998.

Le chef d'Etat nigérien le Général Sani Abacha avait un rôle majeur dans les efforts militaires et diplomatiques de l'ECOWAS pour reconstituer la puissance de Kabbah à Kabbah s'est vite déplacé pour congédier le SLA et pour réclamer une armée nationale restructurée et professionnelle

La crise de décembre 1998 en Sierra Leone a ses racines profondes dans le conflit interne et régional qui dure depuis 8 ans Dans le secteur de la politique intérieure, le Président Kabbah essayait de reconsolider sa position, juste après avoir été récemment rétabli par l'ECOMOG. Il était également sous la pression considérable et du de prendre des lignes politiques plus dures. En effet, beaucoup ont argué du fait que le coup d'état de mai 1997 était dû, au moins jusqu'à un certain degré, à l'indécision du président. Il a décidé de faire l'essai d'une position ferme contre ceux qui ont renversé son gouvernement et a plus tard mis le pays dans la douleur physique et émotive. Ceci, cependant, a eut des ramifications légales et politiques. Aux termes de l'accord de Conakry signé entre l'ECOWAS et la junte en octobre 1997, cette dernière devait abandonner la puissance à Kabbah en avril 1998. Dans l'échange, tous les membres de la junte ne seraient pas poursuivis. Cet arrangement, cependant, ne pourrait pas être effectué, car l'ECOMOG a destitué la junte avant la date fixée par l'accord de Conakry. Cela posa donc le problème de la légalité de l'accord et de son obligation de le respecter par Kabbah, notamment dans le domaine de l'impunité de ceux qui avaient fait le coup d'état.

5.12 A partir de décembre 1999

Offensive généralisé, forces ONU déployées et le rétablissement du paix en mai 2001 et au dehors l'envergure de ce mémoire.

6. INTERVENANTS

Avant d'aborder l'analyse selon les critères différents proposées par Brecher et Wilkenfeld, il serait utile de décrire, en bref, les intervenants numériques dans ces crises, où il n'existe pas une description ci-dessus.

6.1. Rebelles du RUF

Selon le « International Crisis Group »¹⁴, le RUF « se sert comme un group « parapluie » pour les gangs disparates des jeunes mécontents souffrants des effets de la pauvreté, le chômage, la malnutrition, un mauvais système d'éducation et de santé ». Dans les régions diamantifères, le RUF a exploité les jeunes qui étaient plein de ressentiment des classes politiques riches à Freetown.

« « Le style de vie kalachnikov est un avantage pour nos affaires » chantent les enfants-soldats du RUF. Quand ces jeunes armés, doublement frappés par la guerre parce que nés condamnés à vivre en bourreaux et à mourir jeunes, ont vu les casques bleus approcher des zones diamantifères, en mars dernier, ils n'ont pas vu venir des représentants d'une communauté internationale désireuse de superviser leur désarmement et de leur offrir gentiment éducation, santé, protection sociale et travail. Mais, au contraire, une faction de plus qui voulait s'approprier leur territoire afin de leur ôter la source de leur richesse et de leur vie, leur enlever l'excitante aventure commerciale et guerrière » »¹⁵

6.2 Partisans de l'ancienne junte de l'AFRC

¹⁴ SHAWCROSS William « Deliver Us From Evil, Warlords and Peacekeepers in a World of Conflict », Bloomsbury.

¹⁵ Le Monde Diplomatique, June 2000.

Les miliciens kamajors (principalement d'ethnie Mende, fidèles au président Kabbah), les chasseurs traditionnels, sont des partisans loyalistes du régime démocratique, initialement appuyés et organisés par la firme privée sud-africaine Executive Outcome.

6.3 Foday SANKOH

Né en 1935, le caporal ancien formé par les Britanniques il est emprisonné en 1971 pendant sept ans à la suite d'une tentative de coup d'état. Après sa libération en 1977, il a reçu une formation militaire en Libye où on croit qu'il a établi des liens avec Charles Taylor. Avec les présidents de la Côte d'Ivoire et de Burkina Faso, Sankoh a soutenu l'insurgence de Taylor au Libéria.

Taylor et Sankoh travaillaient ensemble dans la lutte contre l'ECOMOG le long de la frontière Libéria-Sierra Leone. Sankoh a créé le RUF en 1991 dans la région diamantifère de Kailahun

6.4 Fred Rindle.

Un ancien officier de l'armée de terre sud africaine qui a formé les forces de Taylor et au RUF. Il a aidé des rebelles d'UNITA en Angola. Exportateur des diamants.

6.5 Rex Mining.

Rex Mining a vendu des armements au gouvernement de Sierra Leone, pour des contrats de minage des diamants.

6.6 Leonid Minin.

Entrepreneur ukrainien qui a vendu des armes au RUF et à Taylor. Propriétaire d'une entreprise forestière au Libéria et marchand des diamants.

6.7.1 Yair Klein

Ancien officier de l'armée israélienne. Il a fourni une formation aux milices en Sierra Leone et au Libéria.

7. ANALYSE SELON LA DEMARCHE DE BRECHER

7.1 La méthode

Brecher et Wilkenfeld ont établi un modèle empirique¹⁶ des crises internationales. Même avec la période de paix relativement longue entre les deux superpuissances, ils ont constaté que le monde, issu de la deuxième guerre mondiale, a été caractérisé par la violence persistante dans quelques régions. Leur but était de classer les crises mondiales à partir de 1918 en utilisant des critères précis.

Selon eux, le type de crise le plus fréquent pendant le XXème siècle a été celui qui a opposé des Etats entre eux¹⁷. Ils se sont rendu compte qu'il y avait un manque d'enseignements sur des crises, notamment sur les « ruptures créatrices », qu'elles ont provoqué sur les comportements et perceptions des Etats participants. Il n'existait pas une théorie partagée des crises. Ils ont établi le « Projet d'étude du comportement des crises » en 1975, en se fondant sur les trois présuppositions suivantes :

1. Les effets déstabilisateurs des crises nuisent à la sécurité mondiale ;
2. Il est possible par enquête systématique, de comprendre les causes, l'évolution, le comportement des acteurs, la sortie, et les conséquences des crises ;
3. Des connaissances peuvent faciliter la gestion des crises et en minimiser les effets déstabilisateurs sur l'ordre mondial.

Les objectifs du Projet sont :

¹⁶ BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michigan 2000.

¹⁷ ibidpagexxii

1. Le recueil et la diffusion des connaissances concernant des crises intra-Etat et des crises prolongées ;
2. La génération et la vérification des hypothèses établies sur les effets du stress généré par la crise ;
3. La découverte des liens entre des crises différentes – le début, le comportement des acteurs, la gestion de la crise, l'activité des superpuissances, les interventions d'autres organismes, le résultat.

En déterminant une méthode pour leurs analyses, Brecher et Wilkenfeld se sont décidés à utiliser sept thèmes principaux:

1. La polarité – quelle était la structure du système international dans laquelle la crise a éclaté ?
2. La géographie – dans quelle région la crise se déroule-t-elle et quel est son rôle ?
3. L'ethnicité – les adversaires ont-ils appartenu ou non au même groupe ethnique ? Est-elle la cause d'hostilités ?
4. La démocratie. Est-ce qu'on peut trouver que les crises qui s'impliquent l'intervention des acteurs démocratiques diffèrent des celles qui n'ont pas ?
5. Une crise prolongée. Est-ce qu'on peut trouver que les crises qui ont lieu lors des crises prolongées sont différentes d'une façon fondamentale à celles qui arrivent à l'extérieur de cet environnement ?
6. La violence. Dans quelles conditions est-elle employée comme la technique primaire de gestion de la crise?
7. L'intervention d'un parti extérieur. Avec quelle efficacité intervient-il pour résoudre la crise?

Les données de chaque crises étaient recueillies et analysées. Chaque Etat cité comme acteur a été identifié selon trois critères de base :

1. Ils devaient être des Etats souverains et membres reconnus du système international ;

2. Il était nécessaire de démontrer clairement que chaque acteur concerné par la crise et qui a eu à prendre des décisions ont perçu les trois conditions qu'une crise de politique étrangère doit remplir –
- ~ une menace des valeurs de base ;
 - ~ une durée précise ;
 - ~ une augmentation des risques d'affrontement militaires,

Ces trois conditions sont le résultat d'un changement de l'environnement interne et externe d'un Etat.

3. Il était nécessaire de vérifier que l'adversaire était soit un autre Etat souverain, soit une coalition d'Etats opposants.

Dans leurs analyses, Brecher et Wilkenfeld ont traité la crise entre le Libéria et la Sierra Leone en 1991. Les résultats de leurs travaux ont précisé la crise selon les facteurs suivants :

- Nom de la crise et les acteurs
- Conflit prolongé ou non
- Date de déclenchement
- Date de la fin
- Organisme de déclenchement
- Raisons de la crise
- Intensité de la menace
- Technique de gestion de la crise
- Violence
- Action des superpuissances
- Intervention d'une organisation extérieure
- Le résultat : le fond
- Le résultat : la forme

Le but de cette étude, comme constaté ci-dessus est d'analyser les mini crises et de les classer selon les facteurs décrits ci-dessus. Avant de les analyser en détail, il faut vérifier que globalement les mini-crisis répondent à ces critères.

Après que la Grande Bretagne lui a accordé l'indépendance en 1961, la Sierre Leone est restée membre du Commonwealth britannique et s'est comportée en Etat souverain et reconnu du système international. Dans chaque « mini-crise » qu'elle a connu depuis son indépendance, les chefs d'Etats soit civil ou militaires, ont rencontré l'augmentation des hostilités – certains entre eux avaient même été responsables du déclenchement des conflits armés dans le pays ! Prenons comme valeurs la protection de la vie et la protection de l'économie. Dès les premières élections du pays, les différents candidats ont affiché leur détermination à améliorer la sécurité de la population et ils se sont rendu compte les problèmes économiques internes. Enfin, en ce qui concerne le troisième critère, il n'y avait pas, pour la plupart des crises étudiées, d'adversaire étatique. Cependant, cela ne se vérifie pas dans le cas de Koromah qui était soutenu par le Libéria et dont l'adversaire était représenté par l'ECOMOG, la force fournie par une coalition d'Etats qui lui étaient opposés. C'est pour cette raison que Brecher et Wilkenfeld ont exclu des crises concernant le terrorisme et les guerres civiles, qui sont sans intervention étatique (par exemple le conflit interne au Nigeria au sujet du Biafra de 1967 à 1970). Donc, excepté pour le troisième critère qui ne s'applique que dans certains cas, on peut dire que la série de mini-crisis traitée globalement sur une période de 35 ans, peut être modélisée par le démarche de Brecher et Wilkenfeld.

7.2 Les définitions

Dans leurs recherches, Brecher et Wilkenfeld ont défini des critères pour modéliser chaque crise analysée. En simplifiant ces critères, les définitions suivantes seront employées :

7.2.1 Polarité.

En utilisant les définitions de Brecher et Wilkenfeld¹⁸, le système de « polycentrisme » est le plus proche du système sierra-leonais. Il y avait deux

¹⁸BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michigan 2000, p80

systèmes de pouvoir militaire dans chaque mini-crise – les forces gouvernementales et les forces rebelles/révolutionnaires. En même temps, il y avait des centres politiques, souvent liés aux militaires. Brecher et Wilkenfeld proposent que les systèmes polycentriques soient les structures les plus instables, ou on trouvera des crises fréquentes, le niveau de violence et le stress décisionnel les plus élevés, l'activité et l'efficacité des pouvoirs majeurs les plus basses et la difficulté de trouver un accord. Les crises polycentriques n'aboutissent pas à une réduction de tension. Tout ces facteurs s'appliquent à la période de crise étudiée.

7.2.2 La cause du déclenchement.

C'est le changement qui précipite la crise pour le premier acteur. Nous pouvons identifier quatre types de déclencheurs d'une crise :

1. Action non-violente (y compris des gestes politiques ou économiques) ;
2. Action interne (y compris des menaces verbales ou physiques à l'encontre d'un régime par exemple un coup d'état) ;
3. Action militaire, non-violente (mobilisation de forces) ;
4. Action violente (attaque directe ou indirecte).

« Notre guerre n'était pas une guerre civile. Ce n'était pas une guerre fondée sur l'idéologie, la religion ou l'origine ethnique, ni une « guerre des classes ».....c'était une guerre par procuration axée sur le contrôle permanent par les rebelles de nos riches champs de diamants, au profit d'étrangers. »

Ahmad Tejan Kabbah, président de la Sierra Leone¹⁹.

Une des raisons citées fréquemment comme déclencheur des crises en Sierra Leone est la présence de mines de diamants. Le fléau des diamants de la Sierra Leone au cours des dix dernières années du conflit s'est concrétisé par la guerre et par les actions des rebelles du RUF. La guerre du RUF a commencé en 1991 et, d'entrée de jeu, le « seigneur de guerre » libérien, et futur président, Charles Taylor, a agit

¹⁹ New Vision (Freetown) « Kabbah on Diamond War », le 27 septembre 2001

comme mentor, entraîneur, banquier et fournisseur d'armes aux membres du groupe de dissidents appelé le RUF. Les riches champs de diamants alluviaux figuraient parmi les premières cibles car les plus alléchantes. Etant donné le caractère occulte et non réglementé du commerce international des diamants, il a été très facile pour le RUF de blanchir des millions de dollars pour acheter des armes et de la drogue pour les jeunes combattants²⁰. Siaka Stevens, président durant la majeure partie de cette période, avait encouragé l'extraction illicite, étant lui-même impliqué dans des activités criminelles ou quasi-criminelles.

La recherche des diamants comme source de richesse est flagrante quand on analyse la localisation des attaques des forces du RUF ; celles-ci visaient la zone diamantifère de Kono en 1992, 1995, 1997 et 1999. La dynamique de l'économie pour ce type de chef de guerre n'était pas beaucoup plus qu'une machine d'extraction des diamants, télécommandée par Charles Taylor.²¹, et meurtrière. La bataille de Freetown, était due au renforcement des forces rebelles par des armes achetées avec l'argent du commerce illicite des pierres précieuses.

Le rôle des diamants dans les processus de déclenchement des crises est difficile à déterminer. Certes c'est un facteur clé dans le mode d'action des rebelles, mais il l'est tout autant dans les quatre types de déclencheur décrits par Brecher. De la même façon, l'appartenance ethnique a joué un rôle clé dans le déclenchement des crises.

7.2.3 Ethnicité.

« Le déséquilibre entre l'élite Krio côtière et les peuples de l'intérieur s'est révélé être une cause politique et sociale majeure des troubles en Sierra Leone, en particulier entre les Temne au nord et les Mende au sud »²²

²⁰ GBERIE Lansana « Guerre et paix en Sierra Leone :les diamants, la corruption et la filière libanaise », Partenariat Afrique Canada, p2,.

²¹ Ibid, page 3.

²² CLAYTON Anthony, "Sierra Leone 1991-1997", Frontiersmen:Warfare in Africa since 1950, page 197, De Montford University

Il n'est pas un des facteurs retenus dans l'analyse du groupe de Brecher sur la crise en Sierra Leone. Mais, à mon avis, en analysant les mini-crisis à partir de 1967, les séparations tribales dans le pays avec des rivalités ethniques sont un facteur important dans les systèmes politiques et militaires et donc un facteur dans le déclenchement des crises. Nous voyons que chaque acteur était soutenu par son groupe ethnique²³, ainsi par exemple Sankoh d'origine Temne ; Strasser d'origine créole et Lansana d'origine Mende.

Earl Conteh-Morgan et Shireen Kadiver estiment²⁴ qu'en Afrique occidentale les individus conçoivent le monde principalement en termes de relations héritées. L'identité ethnique est un facteur politique important. Les résultats des analyses de Brecher ont démontré que²⁵ « l'appartenance ethnique combiné à un conflit prolongé rendent la violence plus probable dans des crises africaines que dans toute autre région ». La politisation des identités ethniques était constatée en Sierra Leone lors de la manipulation des régimes successifs qui recrutaient leur proches. Les alliés du gouvernement bénéficiaient non seulement d'une assistance dans les affrontements politiques, mais aussi des ressources contrôlées par le centre, comme la construction de routes, l'adduction d'eau, les services médicaux, les prêtres etc.²⁶ Les analyses de Brecher ont mis en évidence cinq résultats qui ont démontré les liens entre l'appartenance ethnique, la violence et la gestion de la crise qui sont synthétisés ci-dessous et qui s'appliquent aux mini-crisis:

1. Le niveau de violence dans une crise a tendance à augmenter là où existent des conflits ethniques ; de non-violente à violente ou de peu à très violent.
2. Les adversaires perçoivent l'existence d'une menace élevée.
3. L'intervention des organismes mondiaux n'a qu'un effet marginal.

²³ KANDEH J.D., "Politicization of Ethnic Identities in Sierra Leone", African Studies Review, Volume 35, No1, 1992.

²⁴ CONTEH-MORGAN E. et KADIVER S. « Ethno-Political Violence in the Liberian Civil War », Journal of Conflict Studies, Volume 15 No1, 1995.

²⁵ BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan, « A Study of Crisis », University of Michigan 2000 p173

²⁶ TANGRI R ; « Servir ou se servir ? A propos du Sierra Leone »

4. Les accords entre les intervenants sont de courte durée.
5. L'utilisation de violence est un outil de sortie de crise.

Il est intéressant de noter que ces observations ne s'appliquent qu'aux crises prolongées (définition ci-dessous) et l'analyse des « mini-crisis » montrera qu'elle est considérée comme non-prolongée.

7.2.4 Un conflit prolongé ou non ?

La définition d'un conflit prolongé est la suivante²⁷

« les interactions hostiles qui s'étendent sur de longues périodes avec des déclenchements sporadiques de guerres qui fluctuent en fréquence et en intensité.....les conflits impliquent des sociétés entières.....bien qu'il puisse faire exister des pauses pendant lesquelles il y a cessation de violence ouverte, ces conflits persistent et n'ont pas une fin clairement visible. »

Cette définition est affinée par Brecher. Sa précision insiste sur le fait qu'il doit avoir au moins trois crises internationales entre les mêmes adversaires, pour un ou plusieurs problèmes récurrents pendant au moins cinq ans.²⁸

Ainsi, on peut considérer la série de mini-crisis en Sierra Leone comme étant non-prolongée.

7.2.5 La violence.

Bien qu'elle puisse être envisager comme moyen de sortie de crise, la violence n'existe pas toujours lors d'un conflit. Souvent on peut trouver une menace croissante des hostilités, mais sans violence.

Brecher et Wilkenfeld ont proposé une classification de la violence selon quatre critères : « VIOLENCE » quantifie la présence de violence lors de la crise ; « CRISIS MANAGEMENT » identifie le type de technique de gestion de

²⁷ AZAR et al. (1978 :50) Dans BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michegan 2000 p156.

²⁸ Ibid p6

crise utilisé par les différents acteurs ; « SEVVIOSY » quantifie la sévérité de la violence ; « CENVIOSY » indique la centralisation de la violence, et son importance dans l'esprit des acteurs.

Pour simplifier cette analyse des crises, on ne prendra en compte que la violence, donc le critère « VIOLENCE ».

7.2.6 Les facteurs communs

En appliquant les facteurs de Brecher et Wilkenfeld, certains facteurs sont communs à toutes les mini-crisis étudiées :

- ☉ Il n'y avait ni activité américaine ni soviétique pendant les événements.
- ☉ Les crises sont toutes de type « non-prolongé », selon la définition précédente.
- ☉ Au niveau du système, le conflit reste de faible intensité.

8. TABLEAU DE SYNTHÈSE DES MINI-CRISES

Crise	Acteurs Et raison	Date du déclenchement	Fin d'action	Organisme impliqué	Sévérité de la menace	Technique de gestion	Ethnicité	Violence
Coup d'état	<p><u>Général David Lansana</u>, Commandant de l'armée qui a donné l'ordre pour l'appréhension du Gouverneur Générale et du Stevens parce que le gouvernement nouveau ne pouvait pas se constituer avant l'annonce des résultats définitifs de l'élection. pendant 3 jours avant l'élection de Juxon-Smith. <u>Président Stevens</u></p>	21.03.67	21.03.67	Militaire	Ethnique – perte de puissance des minorités Mende après la chute du Margai.	Violence	Lansana Mende Genda Non-Mende Stevens – Limba, et forcement anti- Mende	Oui

Crise	Acteurs Et raison	Date du déclenchement	Fin d'action	Organisme impliqué	Sévérité de la menace	Technique de gestion	Ethnicité	Violence
	<u>Général David Lansana</u> <u>Jeunes officiers</u> <u>Colonel Ambrose</u> <u>Genda</u> Elu comme chef du Conseil National de la Réformation (NRC)	24 .03.67	24.03.67	Militaire NRC	Pouvoir politique	Violence	Lansana Mende Genda Non-Mende	Oui
Coup d'Etat	<u>Le Colonel Juxon-</u> <u>Smith.</u>	27.03.67	27.03.67	NRC Militaire			Juxton-Smith – non-Mende, Krio	Non
Coup d'Etat – « Rebellion des sergeants	Mouvement Révolutionnaire Anti- Corruption	1968		Mouvement Révolutionn aire Anti- Corruption. (militaire)				

Crise	Acteurs Et raison	Date du déclenchement	Fin d'action	Organisme impliqué	Sévérité de la menace	Technique de gestion	Ethnicité	Violence
Coup d'état (raté)	<u>Stevens</u> la Division Spéciale de Sécurité.	1971	1971				Il a purgé l'Armée de ses officiers supérieurs de la Mende, en les remplaçant des gens fidèles du nord	
Attaque du territoire	<u>RUF</u> <u>Foday Sankoh</u> <u>Fred Rindle</u> <u>Leonid Minin</u> <u>Rex Mining</u> <u>Yair Klein</u>	23.03.91			Territoire		S a n k o h - Temne	
Coup d'Etat	<u>Capitaine Valentine</u> <u>Strasser</u>	29.04.92.	29.04.92	Militaire	Pouvoir politique		Strasser –Krio	Non

Crise	Acteurs Et raison	Date du déclenchement	Fin d'action	Organisme impliqué	Sévérité de la menace	Technique de gestion	Ethnicité	Violence
	<p><u>Momoh</u>, en ayant reçu leur lettre de demande d'augmentation des salaires, était convaincu qu'ils allaient le renverser et, en peur de sa vie a fuit son bureau.</p> <p><u>L e C o n s e i l</u> <u>Réglementaire National</u> <u>Provisoire (NPRC)</u></p> <p><u>Le RUF</u></p>						Momoh- Limba	
Coup d'Etat	<u>Général Julius Maada</u> <u>Bio</u>	16.01.96	16.01.96				Bio – Mende	Non violente

Crise	Acteurs Et raison	Date du déclenchement	Fin d'action	Organisme impliqué	Sévérité de la menace	Technique de gestion	Ethnicité	Violence
Coup d'Etat	<u>Major Johnny Paul Koromah</u> . – ethniques et des réductions des ressources militaires et les privilèges des Kamajors par rapport aux salaires militaires. <u>Le président Kabbah</u>	25.05.97	25.05.97			Violence	Koromah-Limba du nord, similaire au Momoh	Violente

9. CONCLUSION

L'Etat riche en minerais de la Sierra Leone a connu une pléthore de crises internes depuis son indépendance en 1961. C'est un parfait exemple de la façon par laquelle des facteurs internationaux et domestiques peuvent concourir à convertir un Etat en voie de développement en un Etat sous-développé, anarchique, et finalement effondré. Il illustre également la capacité des chefs à renverser et privatiser les mécanismes officiels d'Etat afin de servir leur propre intérêt, ethnique et pécuniaire. Après un début progressif vers l'économie de marché et la démocratie dans la période suivant l'indépendance, la Sierra Leone a progressivement coulé. Pendant trente années, la politique domestique a été marquée par la corruption, la règle uni-partite autoritaire, l'interposition militaire, les forces armées ethnicisées et politisées, les violations des droits de l'homme et un respect limité pour l'application des lois. Ce creuset de facteurs est difficile à analyser selon la démarche de Brecher, à cause de sa complexité lors d'une très longue période. Cependant, en simplifiant la démarche, en analysant avec ces mêmes facteurs, on peut voir apparaître des fils directs entre chaque « mini-crise ». On peut ainsi conclure que pendant la durée du conflit en Sierra Leone, les crises ont montré un comportement polycentrique, ont été déclenchées d'une combinaison de rivalités ethniques, par l'abus du pouvoir politique, et par des problèmes économiques. Elles se caractérisent aussi par des périodes de violence armée, comme outil de gestion de crise ou comme outil de rupture.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- ☉ TANGRI R., « Servir ou se servir – à propos du Sierra Leone »
- ☉ GBERIE Lansana, « Guerre et paix en Sierra Leone :les diamants, la corruption et la filière libanaise », Partenariat Afrique Canada, p2.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- ☉ AZAR et al. (1978 :50) Dans BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michigan 2000.
- ☉ BRECHER Michael et WILKENFELD Johnathan , « A Study of Crisis », University of Michigan 2000.
- ☉ CLAYTON Anthony, "Sierra Leone 1991-1997", Frontiersmen:Warfare in Africa since 1950, p.197, De Montford University
- ☉ Civil-Military Relations in Sierra Leone, "The National Reform Council Assumes Office », 1976, p. 140.
- ☉ KANDEH J.D., "Politicization of Ethnic Identities in Sierra Leone", African Studies Review, Volume 35, No1, 1992.
- ☉ SHAWCROSS William « Deliver Us From Evil, Warlords and Peacekeepers in a World of Conflict », Bloomsbury

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

☉ Le Monde Diplomatique, June 2000.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

☉ *Africa Confidential*, "Sierra Leone : the military prepares to go, again", Vol 34 no16.

☉ *Africa Confidential*, "Sierra Leone, the Threat from the East", Vol 35, No7.

☉ *Africa Confidential* « Koroma's Coup », 6 Jun 1997.

☉ AFRC Press Release le 13 décembre 1997

☉ CONTEH-MORGAN E. et KADIVER S. « Ethno-Political Violence in the Liberian Civil War », *Journal of Conflict Studies*, Volume 15 No1, 1995.

☉ *New Vision (Freetown)* « Kabbah on Diamond War », le 27 septembre 2001

☉ *West Africa* « Sierra Leone- 10 years of war », 26 mars – 1 avril 2001

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	1
1. INTRODUCTION.....	2
2. BUT.....	2
3. ASPECTS GEOPRAPHIQUES DE LA SIERRA LEONE.....	3
4. ASPECTS POLITIQUES DE LA SIERRA LEONE.....	5
5. CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DE « MINI CRISE » DEPUIS INDEPENDANCE.....	7
5.1 1961.....	7
5.2 1967.....	7
5.3 1968.....	8
5.4 1971.....	8
5.5 1985.....	8
5.5 1991.....	10
5.6 1992.....	10
5.7 1994.....	11
5.8 1995.....	11
5.9 1996.....	11
5.10 1997.....	13
5.11 1998.....	14
5.12 A PARTIR DE DECEMBRE 1999.....	15
6. INTERVENANTS.....	16
6.1. Rebelles du RUF.....	16
6.2 Partisans de l'ancienne junte de l'AFRC.....	16
6.3 Foday SANKOH.....	17
6.4 Fred Rindle.....	17
6.5 Rex Mining.....	17
6.6 Leonid Minin.....	17
6.7.1 Yair Klein.....	18

7.	ANALYSE SELON LA DEMARCHE DE BRECHER	18
7.1	LA METHODE	18
7.2	LES DEFINITIONS	21
7.2.1	Polarité.....	21
7.2.2	La cause du déclenchement.....	22
7.2.3	Ethnicité.....	23
7.2.4	Un conflit prolongé ou non ?.....	25
7.2.5	La violence.....	25
7.2.6	Les facteurs communs.....	26
8.	TABLEAU DE SYNTHESE DES MINI-CRISES.....	27
9.	CONCLUSION	32
	BIBLIOGRAPHIE	33